

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 59

**Loi sur la révocation des droits de mine
et modifiant la Loi sur les mines**

Première lecture

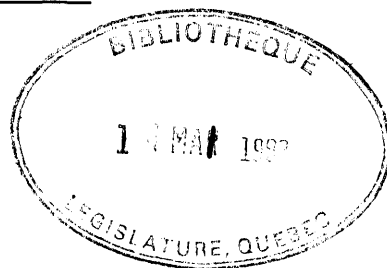
Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. YVES L. DUHAIME

Ministre de l'Énergie et des Ressources



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet la révocation des droits de mine ne faisant pas partie du domaine public et compris dans les concessions de terres faites avant le 24 juillet 1880, tant dans les cantons que dans les seigneuries, et dans les concessions minières pour lesquelles des lettres patentes ont été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911.

Il précise dans quels cas les droits de mine ne sont pas révoqués, notamment les droits à certains minéraux tels les matériaux de construction, le sable, le gravier et la tourbe, de même que les droits sur des gisements en exploitation, ceux qui constituent une réserve nécessaire pour assurer la continuité d'une exploitation minière, pétrolière ou gazière et ceux qui font l'objet d'une option, d'un bail ou d'une promesse de vente.

Il prévoit le paiement d'une indemnité à l'ex-détenteur des droits de mine, sous forme d'un pourcentage du profit annuel découlant de l'exploitation de toute substance minérale provenant du terrain dont les droits de mine sont révoqués.

Il institue de plus un mécanisme d'attribution de permis spéciaux d'exploration pour rechercher et mettre en valeur les substances minérales dans les limites d'un territoire dont les droits de mine sont révoqués, et modifie la Loi sur les mines pour étendre ce mécanisme à toute concession minière susceptible d'être révoquée pour défaut de paiement d'une taxe annuelle prévue à la loi.

Projet de loi n° 59

Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) est modifié par le remplacement du paragraphe 32° par les suivants:

«32° «permis spécial»: tout permis visé à l'article 240.12;

«32.1° «permis spécial d'exploration»: tout permis visé à l'article 240.6;».

2. L'article 3 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot «spécial» de ce qui suit: «, d'un permis spécial d'exploration».

3. L'article 27 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

«f) situés dans les limites du territoire décrit à l'annexe I.».

4. L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe a par le suivant:

«a) dans lesquels seuls l'or et l'argent sont réservés à la Couronne;».

5. L'article 84 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**84.** Le détenteur d'un claim ou d'un permis spécial d'exploration a droit d'obtenir du ministre un bail minier sur le terrain visé ou sur une partie de ce terrain en démontrant, à la satisfaction du ministre, des indices raisonnables d'un gisement de minéraux économiquement exploitables.»;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Un bail peut avoir pour objet le terrain visé par plusieurs claims ou parties de claims, ou par plusieurs permis spéciaux d'exploration.».

6. L'article 113 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**113.** Ces lettres patentes sont révocables si aucune exploitation minière n'est faite pendant 10 ans consécutifs. Les articles 231, 232, 234 à 236 et 241 s'appliquent à cette révocation.».

7. L'article 127 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**127.** En cas d'infraction aux articles 125 et 126, le ministre peut révoquer le bail ou la concession et les articles 231, 232 et 235, 236 et 241 s'appliquent à cette révocation.».

8. Les articles 232 à 240 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**232.** L'avis est aussi publié à la *Gazette officielle du Québec* et deux fois à un intervalle de sept jours dans un journal quotidien ou hebdomadaire publié à Montréal et dans tout district judiciaire où sont situés tout ou partie les terrains visés par la révocation.

«**233.** Le ministre peut révoquer la concession minière 90 jours après l'expédition de l'avis et la dernière publication si la taxe due et les frais de publication n'ont pas été payés dans l'intervalle.

«**234.** Le gouvernement peut révoquer, à la demande d'une municipalité, les droits de surface du titre d'une concession minière inexploitée depuis au moins dix ans lorsque, dans l'intérêt public, il l'estime nécessaire pour le développement de la municipalité.

L'avis d'intention de révoquer ces droits est donné en la manière prévue à l'article 231. Si le propriétaire ne réside pas au Québec ou s'il est introuvable, l'avis est publié conformément à l'article 232.

«**235.** Le gouvernement peut prononcer la révocation 90 jours après l'expédition de l'avis et la dernière publication.

«**236.** Un avis sommaire de la révocation est publié à la *Gazette officielle du Québec* et la révocation prend effet à la date de cette publication.

«**237.** Sont révoqués en faveur de la Couronne à compter du (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*):

1° les droits de mine compris dans les concessions de terres faites dans un canton avant le 24 juillet 1880;

2° les droits de mine compris dans les concessions de terres visées par l'article 6;

3° les droits aux mines et aux minières ne faisant pas partie du domaine public dans les terres concédées en tenure seigneuriale, que ces droits aient été cédés ou non à un censitaire;

4° les droits de mine compris dans les concessions minières pour lesquelles des lettres patentes ont été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911.

«**238.** La révocation ne s'applique pas au sable, au gravier, aux pierres à bâtir et de sculpture, aux pierres à chaux, au calcaire pour fondants, aux pierres à meules et à aiguiser, au gypse, aux argiles communes utilisées à la fabrication de matériaux de construction, de briques réfractaires, de poterie, de céramique, aux eaux minérales, à la terre d'infusoire ou tripoli, à la terre à foulon et à la tourbe.

«**239.** La révocation ne s'applique pas:

1° aux droits de mine dans un terrain où est situé un gisement en exploitation le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 59*);

2° aux droits de mine dans un terrain où est situé un gisement de minéral constituant une réserve nécessaire pour assurer la continuité d'une entreprise minière, pétrolière ou gazière en exploitation au Québec le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 59*), pourvu que ces droits soient détenus par l'exploitant de cette entreprise et que ce dernier démontre qu'il existe des indices raisonnables d'un gisement de minéraux exploitable;

3° aux droits de mine qui font l'objet d'une option, d'un bail ou d'une promesse de vente le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 59*).

«**240.** Toutefois, les droits de mine visés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 239 sont révoqués à moins que, dans les 180 jours suivant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), le propriétaire ou l'exploitant ne produise au registraire en chef des claims une déclaration contenant:

1° son nom, son adresse ainsi que sa qualité d'exploitant ou de propriétaire;

2° la désignation du lot ou lopin de terre où sont situés le gisement en exploitation ou, selon le cas, des réserves établies;

3° la description de l'étendue et des limites du gisement.

Dans le cas prévu par le paragraphe 2° de l'article 239, le propriétaire ou l'exploitant doit en outre fournir un rapport certifié con-

forme par un ingénieur des mines ou par un géologue qualifié décrivant la nature, l'étendue et la valeur probable du gisement.

Dans le cas prévu par le paragraphe 3° de l'article 239, les droits de mine sont révoqués à moins que, dans les 180 jours suivant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), l'une des parties à l'option, au bail ou à la promesse de vente ne produise au registraire en chef des claims l'original ou une copie authentique de cette option, de ce bail ou de cette promesse de vente.

«**240.1** Une personne dont les droits de mines ont été révoqués selon l'article 237 ou 240 a droit, à titre d'indemnité, à une redevance égale:

1° à 3% de la valeur marchande, à la tête du puits, du pétrole, du gaz naturel et des autres substances minérales qui leur sont associées, provenant du terrain dont les droits de mine ont été révoqués;

2° à 5% du profit annuel découlant de l'exploitation de toute autre substance minérale provenant du terrain dont les droits de mine ont été révoqués.

Le profit découlant de ces autres substances minérales est calculé selon les règles établies au chapitre III de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15).

«**240.2** Toute perte résultant de l'application du chapitre III de la Loi concernant les droits sur les mines doit être appliquée en réduction des profits réalisés au cours des quatre années suivant l'année de la perte; cette perte doit d'abord être appliquée en réduction de tous les profits réalisés durant l'année la plus rapprochée de la perte, avant d'être appliquée de la même manière aux années subséquentes; si l'ensemble des profits, pour les quatre années, est inférieur à la perte, le solde résiduaire de la perte ne fait l'objet d'aucune déduction.

«**240.3** La redevance est payable par l'exploitant et remise au ministre dans les 25 premiers jours de chaque mois, s'il s'agit de substances minérales visées dans le paragraphe 1° de l'article 240.1 ou aux dates fixées par l'article 46 de la Loi concernant les droits sur les mines s'il s'agit de substances minérales visées dans le paragraphe 2° de l'article 240.1.

«**240.4** Lorsqu'une redevance devient payable, le ministre publie en la manière prévue à l'article 232 un avis qu'une redevance est payable pour les droits de mine révoqués sur les terrains désignés dans l'avis.

Une personne dont les droits de mine ont été révoqués doit faire valoir son droit à la redevance dans les deux ans qui suivent la date de la dernière publication de l'avis.

«**240.5** Le ministre remet à la personne dont les droits de mine ont été révoqués, les redevances perçues à son acquit, aux époques qu'il détermine.

S'il y a litige quant au droit à la redevance ou à sa quotité, le montant de celle-ci est déposé entre les mains du ministre des Finances comme dépôt judiciaire en attendant qu'une décision soit rendue par le tribunal compétent.

«**240.6** Toute personne doit obtenir du ministre un permis spécial d'exploration pour rechercher et mettre en valeur les substances minérales autres que la saumure, le pétrole, le gaz naturel et les autres substances minérales qui leur sont associées, dans un terrain où une concession minière a été révoquée en vertu de l'article 230 ou dans un terrain compris dans le territoire décrit à l'annexe I:

1° où les droits de mine sont révoqués en vertu des articles 237 ou 240;

2° où les droits de mine appartenaient à la Couronne avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

Le gouvernement peut aussi ouvrir tout ou partie de ce terrain au jalonnement.

«**240.7** Un règlement prévoit la forme et la teneur de la demande de permis spécial d'exploration de même que les exigences requises pour sa délivrance et son renouvellement.

«**240.8** Une personne dont les droits de mine ont été révoqués a droit d'obtenir, à l'exclusion de toute autre personne, dans les 180 jours suivant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), un permis spécial d'exploration couvrant l'étendue de ses droits si elle démontre qu'elle a effectué, fait effectuer ou convenu que soient effectués des travaux d'exploration, de prospection, de valorisation, de rentabilité ou tous autres travaux de recherche sur le terrain au cours des dix années précédant le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 59*).

«**240.9** La demande de permis doit indiquer le nom et l'adresse du requérant, établir son titre à l'égard des droits de mine révoqués et désigner le terrain où ils sont situés.

Le requérant doit fournir, en outre, un rapport des travaux énumérés à l'article 240.8, fait conformément à la section IX ou, selon le cas, fournir la preuve d'une entente visant à effectuer ces travaux.

«**240.10** Les droits de mine qui sont révoqués selon l'article 237 ou 240 et qui sont situés dans les limites du territoire couvert par

un claim, un permis ou un bail accordé en vertu de la loi deviennent partie intégrante du claim, permis ou bail et sont considérés comme en ayant toujours fait partie, sauf à l'égard de droits de mine qui font l'objet d'un permis spécial d'exploration en vertu de l'article 240.8.

«**240.11** Le registraire en chef des claims doit, dans les 60 jours qui suivent la réception d'une déclaration visée dans l'article 240, en donner avis à la *Gazette officielle du Québec* et notifier à toute personne qu'elle peut contester cette déclaration dans les 60 jours qui suivent la date de la publication de l'avis par la production d'une requête auprès du tribunal compétent.

«**240.12** Tout permis spécial délivré à la suite de la révocation d'une concession minière ou de droits de mine avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 59*) demeure valide pour la période de temps pour laquelle il a été accordé.».

9. L'article 249 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot «spécial» de ce qui suit: «, d'un permis spécial d'exploration».

10. L'article 296 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

«u) déterminer les catégories et les conditions d'émission ou d'annulation des permis spéciaux d'exploration requis en vertu de l'article 240.6, la forme et la teneur des demandes de permis, les renseignements qui peuvent être exigés et les documents qui doivent accompagner ces demandes, les qualités requises de toute personne qui demande ces permis, les preuves de solvabilité qu'elle doit soumettre, la nature des travaux que le détenteur est tenu d'exécuter et la dépense que ces travaux doivent impliquer, les sommes d'argent dont le ministre peut exiger le dépôt pour garantir l'exécution de ces travaux, la durée des permis, le nombre maximum des permis qu'une personne peut détenir, la superficie totale du terrain qu'ils peuvent comprendre, le loyer qui peut être exigé des détenteurs de permis, les conditions auxquelles ces permis peuvent être renouvelés ou auxquelles leurs détenteurs peuvent y renoncer ou les céder, ainsi que les rapports qu'ils doivent fournir.».

11. L'article 308 de cette loi est modifié par le remplacement de la dernière ligne du paragraphe *a* du deuxième alinéa par la suivante: «bail minier, permis spécial, permis spécial d'exploration;».

12. Cette loi est modifiée par l'addition, à la fin, de l'annexe suivante:

«ANNEXE I
(articles 27f, 240.6)

Les limites du territoire sont les suivantes:

D'un point nord-ouest situé dans la zone Universal Transverse Mercator (UTM) 18, à l'intersection des lignes UTM 660 000 m E et 5 090 000 m N en direction est jusqu'à 690 000 m E, en direction nord jusqu'à 5 120 000 m N, en direction est jusqu'à 720 000 m E, en direction nord jusqu'à 5 150 000 m N, en direction est en traversant dans la zone UTM 19 jusqu'à 340 000 m E, en direction sud jusqu'à la frontière canado-américaine, en direction sud-ouest et ouest en suivant la frontière canado-américaine jusqu'à la ligne UTM 660 000 m E dans la zone UTM 18 et de là, en direction nord en suivant la ligne UTM 660 000 m E jusqu'au point nord-ouest.»

13. Tout terrain dont les droits de mine sont révoqués en vertu des articles 237 ou 240 de la Loi sur les mines et qui est situé à l'extérieur du territoire visé à l'annexe I ne peut être jalonné dans les 180 jours suivant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

14. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

15. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.